

**La diversification Economique Et Le Développement Durable :
Des enjeux majeurs pour une émergence économique en Algérie**

**Economic diversification and sustainable development:
Major challenges for an economic emergence in Algeria**

LAZREG Mohammed*
Maitre de conférences A
Université de Sidi bel abbés

GODIH Djamel torqui**
Maitre de conférences A
Université de Mostaganem

Date de Publication : 30/06/2019

Résumé:

L'objectif central de notre travail est le suivant : notre économie a besoin d'une diversification afin que nous puissions mettre un terme au syndrome hollandais qui caractérise notre système économique. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. D'autre part mettre en relief l'importance de la culture du développement durable pour une émergence de l'économie algérienne. Parmi les résultats principaux de notre travail : il ya lieu que les pouvoirs publics mettent en œuvre une réforme structurelle afin d'accentuer la diversification de notre économie et favoriser le développement durable.

Mots clés: Diversification économique ; développement durable ; réformes structurelles ; Ressources humaines ; Gouvernance.

Jel Classification Codes: O15, G34

Abstract:

The main idea of this work is that our economy needs diversification to put an end to the Dutch disease that characterizes our economic system, as the Algerian economy is 98% dependent on hydrocarbon exports. On the other hand, this paper aims to highlight the importance of sustainable development culture for an emergence of the Algerian economy.

* m.lazreg222@yahoo.fr

** godihdjamel@hotmail.fr

Date De Soumission : 06/05/2019

Date D'acceptation : 18/05/2019

Among the main results of our work is that the public authorities must implement structural reform in order to increase the diversification of the economy and promote sustainable development.

Keywords: Economic diversification; sustainable development ; structural reforms; Human resources; Governance.

(JEL) Classification : O15, G34.

1. Introduction:

L'Algérie devra redéfinir sa politique économique si elle compte atténuer son déficit fortement excessif et réduire sa dépendance à l'égard des hydrocarbures. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire, elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de notre population.

Le caractère rentier systémique de l'économie algérienne, dominée par les hydrocarbures ; Un bien qui ne nécessite pas la mise en place d'un processus de production très exigeant et qui ne dépend pas directement des efforts de la société, mais dont la fixation du prix du baril de pétrole dépend bel et bien de l'extérieur, c'est-à-dire des fluctuations du marché international. Cette situation explique à bien des égards la grande préoccupation de l'Algérie, confrontée aujourd'hui à la chute du prix du pétrole. Ces évolutions à la hausse ou à la baisse sont des évolutions économiques, mais elles ont cependant des répercussions économiques.

Par ailleurs, le concept de développement durable l'emporte aujourd'hui sur la notion de croissance. Cette dernière, n'est, en effet, plus dissociable d'une vision économiste et quantitativiste. La croissance, s'exprime en variation du P.I.B pour les entreprises du chiffre d'affaires ou des différentes mesures du résultat. C'est dire, qu'adopter le terme de développement, c'est avoir une approche plus globale de la croissance en intégrant des valeurs de progrès humain. La démarche de développement durable est une démarche patrimoniale: les parties prenantes sont ou se sentent propriétaires d'un patrimoine économique, social, culturel, sociétal ou environnemental. Elles considèrent légitime que leur patrimoine s'enrichisse au travers de l'activité de l'entreprise. L'Algérie a plongé dans l'après pétrole en juin 2014 avec la chute des prix, il s'agit d'une situation préoccupante car le

pays se trouve confronté à une crise. Que faire pour remédier à une crise qui s'est installée dans la durée ?

La seule solution est de développer une économie diversifiée capable d'accroître les exportations hors hydrocarbures et de réduire les importations en produisant sur place une grande partie des besoins nationaux. Cependant la diversification est un processus long et laborieux. Il n'y a pas de meilleure voie, et encore moins de recette pour engager l'entreprise algérienne vers le développement durable. Même si l'environnement constitue une porte d'entrée. Le développement durable est avant tout un chemin d'apprentissage, une culture que l'entreprise doit acquérir. En fait, la démarche est un élargissement et un approfondissement de la démarche qualité, grâce aux facteurs du long terme, de l'éthique, de la prise en compte de parties prenantes. Les démarches qualité et développement durable ont un lien commun, celui de l'amélioration continue. La mondialisation impose aux entreprises un niveau de performance qui induit une plus grande complexité dans leur pilotage particulièrement du fait de leur croissance, de la diversité de leurs activités et des mutations de leurs contextes environnementales met en lumière (**Toudjine, 2013**). La construction de l'économie de marché en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises algériennes doivent intégrer pour survivre et réussir entre autres : le développement durable et la diversification économique.

1.1. Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique :

- Quelles sont les mesures fondamentales à mettre en œuvre pour une diversification économique et un développement durable en Algérie ?

1.2. Objectifs :

Trois objectifs fondamentaux caractérisent notre modeste travail :

- Notre économie a besoin d'une diversification afin que nous puissions mettre un terme au syndrome hollandais qui caractérise notre système économique. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Il s'agit de regarder la réalité en face pour se rendre compte que 56 ans après l'indépendance ; notre pays vit toujours d'une économie rentière basée sur les hydrocarbures. L'Algérie devra redéfinir sa politique économique si elle compte atténuer son déficit fortement excessif et réduire sa dépendance à l'égard des hydrocarbures ;
- Il s'agit également de démontrer que la diversification de l'économie, dicte aux entreprises de faire prévaloir la culture

afférente à la gestion stratégique. Toutefois, cette culture ne saurait être effective ; si certains paramètres bien définis ne sont pas mis en place ; entre autres : Des réformes structurelles économiques ; Une efficacité institutionnelle ; L'adaptation du système bancaire et financier aux nouvelles règles de l'économie de marché ; Au rôle dévolu à l'entreprise ; la création de richesse et la diversification de l'économie ; Une politique des ressources humaines qualifiantes, L'émergence d'un système d'enseignement performant ; Une économie fondée sur la connaissance ; Un développement harmonieux des rapports entre le système de formation et la sphère économiques ; Une amélioration du climat des affaires et un développement des énergies renouvelables ;

- Mettre en exergue d'une manière générale certes, un des aspects de la culture managériale dans les entreprises Occidentales en l'occurrence : le concept de développement durable d'une part, d'autre part mettre en lumière l'importance de la diversification économique pour une émergence de l'économie algérienne.

1.3. Méthodologie :

Nous avons eu recours à la technique documentaire qui nous a permis d'exploiter différents ouvrages et documents pour faciliter notre recherche ayant trait au thème de notre travail.

Nous tenterons en fait, dans notre partie méthodologique de développer certains apports personnels quant à la concrétisation effective du développement durable et de la diversification économique en Algérie, tout en contribuant modestement à l'amélioration et à l'approfondissement des connaissances à travers de nouveaux éclairages ayant trait à notre thème. En conclusion, nous tenterons de mettre en lumière nos principaux résultats. Notre article s'articule autour de plusieurs axes fondamentaux que nous tenterons de mettre en exergue ci-dessous.

2. Le développement durable : une brève revue de la littérature

L'organisation des nations unies a délaissé un indicateur économique, comme le P.I.B par habitant au profit de l'I.D.H "Indice de Développement Humain" qui intègre des dimensions relatives à la santé et à l'éducation des populations. Cependant, la notion de développement concernant l'entreprise est également présente. Elle est souvent associée à l'innovation (recherche et développement) ou aux ressources humaines.

Le développement durable consiste pour une entreprise par exemple à assurer un développement par une approche globale de la performance,

maintenu dans le temps et résistant aux aléas, respectueux d'un système explicite impliquant différents acteurs internes et externes, dans une logique de progrès contenu. De fait, la notion de développement durable s'est progressivement structurée, elle est loin d'être achevée.

2.1. Quelques événements significatifs qui ont jalonné la montée en puissance du développement durable :

(Stephany ,2003) souligne que le protestantisme et la culture anglaise anglo-saxonne ont joué un rôle significatif avec la création des premiers fonds éthiques au début du siècle dernier. Les raisons sont simples, il s'agit de mettre en conformité ses placements financiers et les préceptes moraux de sa religion. Le passage des années (1960) aux années (1970) marque l'émergence de mouvements qui, chacun à sa manière contribue à faire immerger une facette du développement durable. En France, naît médecins sans frontières (M S F), aux U S A, naît «Green Peace». Au cours de ces années, deux types de phénomènes se développent.

2.1.1. Les fonds de pension et les épargnants :

Le premier apparaît très éloigné des préoccupations qui seront, celle du développement durable: les fonds de pension qui voient le jour aux U S A. Ils ont la vocation à assurer la retraite des salariés et mobilisent des masses financières qui deviennent énormes et pèsent de plus en plus sur les marchés financiers comme sur la vie des entreprises.

2.1.2. Les premières catastrophes écologiques :

Pour la première fois, elles ont un fort écho dans les sociétés Occidentales, et la responsabilité de l'entreprise est clairement définie. Le drame **Bhopal** avec **Tchernobyl**. Bhopal en Inde est sans aucun doute, la catastrophe industrielle la plus lourde de conséquence dans le monde et qui a déclenché un début de prise de conscience dans l'industrie chimique.

2.1.3. La première convergence: 1987-1992 :

Les fonds éthiques ou ce que l'on ne nomme pas encore: investissement socialement responsable (I S R) d'une part et le mouvement écologique d'autre part vont converger entre 1987 et 1992. Ces dernières acquièrent une certaine légitimité notamment du fait, de l'entrée des «verts» au sein de coalitions gouvernementales dans plusieurs pays Européens.

2.1.4. La seconde convergence : 1992 à nous jours

Des acteurs majeurs de l'économie entrent en lice. Les multinationales et le mouvement syndical. Ainsi, la décennie 1990 marque les pas décisifs vers une approche intégrative qui se traduit par l'usage du terme «développement durable».

2.2. L'entrée en lice des entreprises :

La tenue de la conférence de RIO au Brésil incitent les groupes multinationaux, donc essentiellement anglo-saxon, à engager une réflexion sur les crises. A l'orée des années 1990, deux organisations voient le jour:

- Le BSCD (Business Council for Sustainable Développement) ;
- Le WICE (World Industrial Council for the Environnement);
- En 1995, ceux-ci se réunissent pour donner naissance au WBCSD (World Business Council for Sustainable Développement). Aujourd'hui, cette organisation réunit plus de 160 représentants d'une trentaine de pays.

Ce groupement s'est donné pour objectif de faire connaître les principes du développement durable, mais aussi, de favoriser les échanges entre entreprises sur les bonnes pratiques en la matière.

2.3. Les principes afférents au développement durable de L'ONU :

En 1998, **Cofi Annan**, l'ex secrétaire général de l'ONU, s'adresse aux chefs d'entreprises à **DAVOS (Suisse)**. Il insiste sur la nécessité de développer un marché mondial plus stable et équilibré en encourageant le monde du commerce et de l'industrie à mettre en œuvre dans leurs stratégies et leurs pratiques quotidiennes : les principes universellement reconnus.. Il lance à cette occasion le **Global Compact**. Contrat moral engageant l'entreprise à respecter et mettre en œuvre des principes.

Quels sont ses principes? Nous les résumons ci-après:

2.3.1. Les droits humains :

Il s'agit de défendre et respecter les droits humains dans leur sphère d'influence. De s'assurer que leur propre entreprise, n'est pas complice d'abus en la matière.

2.3.2. Le travail :

Les entreprises doivent respecter : La liberté d'association et la reconnaissance effective du droit à la négociation collective. L'élimination de toutes les formes de travail forcé. L'abolition effective du travail des enfants et l'élimination de toute forme de discrimination en matière d'emploi.

2.3.3. L'environnement :

Les entreprises doivent appliquer le principe de précaution en matière de risque environnemental. Prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. Encourager le développement et la diffusion de technologies favorisant la protection de l'environnement.

2. 3.4. L'investissement socialement responsable :

Il représente une synthèse partielle de ces forces externes qui exercent leur pression sur l'entreprise. La notion d'investissement socialement responsable ne représente qu'une facette du développement durable et son impact sur la vie devient significatif.

Ainsi, de nouveaux types d'actionnaires ont fait leur apparition ces dernières années. Ils choisissent leur investissement en fonction de critères qui ne sont plus uniquement financiers. Des fonds se sont structurés ou réorientés en conséquence. Des agences de notation se sont créées pour fournir une information aux investisseurs et ceux-ci cherchent à affiner l'évaluation du risque.

2.4. Les enjeux propres à l'entreprise :

La gestion sociale de l'entreprise n'échappe pas à la problématique du développement durable. L'enjeu majeur de toute entreprise consiste à obtenir une performance supérieure à celle de ses concurrents. Cependant, l'optimisation n'est plus envisagée de façon strictement technique. Elle dépend également de choix politiques et éthiques.

En effet, différents facteurs externes et internes sont apparus ces dernières années qui ont profondément modifié les données du problème et incité à entreprendre une démarche de développement durable.

Comment et à quelles conditions obtenir un niveau de performance voulu ou améliorer un niveau de performance obtenu? Comment optimiser l'allocation des ressources? Le rapport entre le nombre d'objets produits et le travail nécessaire pour y parvenir, n'est plus une définition satisfaisante de la productivité.

En effet, le volume produit, n'est plus un critère suffisant: la qualité, l'innovation et la diversité qui sont devenues essentielles sont très mal mesurées tant au niveau macro que micro. La performance est de moins en moins la somme des opérations individuelles et de leur efficacité... Elle dépend surtout d'aspects systémiques et des relations entre individus ... La montée en puissance des activités immatérielles ou intellectuelles dans le processus de production se poursuit. On ne peut pas prétendre contraindre un travailleur intellectuel à la performance. Il n'a aucune chance d'être performant durablement, s'il ne sait pas lui-même comment il contribue à la valeur produite et aux valeurs. L'entreprise responsable gagne en efficacité, grâce aux économies réalisées et à l'innovation déployée. Une production responsable, fournit un cadre pour une amélioration continue, optimise les flux des matières et de compétences, diminue les coûts, améliore la productivité des ressources, accroît l'efficacité et au final la performance financière. De fait, le développement durable représente il un avantage concurrentiel?

La réponse à cette question n'est ni simple, ni immédiate. Le marché du développement durable représente aujourd'hui une niche pour la majorité des entreprises dans le monde. Parallèlement à la mondialisation des marchés, on assiste à une mondialisation de la société civile. Des **ONG** internationales disposent aujourd'hui d'un réseau d'informations tel que les pratiques d'une entreprise opérant dans un Pays A ou dans un Pays B seraient rapidement connues et les éventuelles dérives dénoncées dans la presse.

2.5. Principes et standards de référence du développement durable :

Les principes et standards ont une portée plus large que le périmètre de l'entreprise.

Aussi, l'ensemble des efforts de normalisation qui se manifestent depuis quelques années provient de l'extérieur de l'entreprise en Occident.

En ce sens, que des organisations internationales, des associations professionnelles, des agences de notation sociale, des **ONG**, cabinet d'audit ou de conseils donnent des propositions. Le contexte actuel pousse à standardiser les systèmes de management. Un repérage des principaux standards et instances autour desquels convergent les critères d'évaluation ou de gestion des entreprises s'imposent. Citons quelques uns parmi les normes et standards :

- **ISO**:(l'international standards organization) a produit la série **14000** consacrée à la gestion de l'environnement. La gamme de l'**ISO** est déjà mise en œuvre dans de nombreuses grandes entreprises. C'est l'entreprise, elle-même qui définit ses objectifs.

Dans le tableau ci après, nous reproduisons les principes et standards qui régissent la gouvernance globale de l'entreprise.

Tableau 1 : Les principaux standards de la gouvernance

Niveau gouvernance	Norme ou standard	Contenu
- Générale	ISO 9000 AA 1000 Global compact GRI	Qualité des produits. performance globale ISEA. Référentiel de l'O N U Référentielle de Reporting
- Ressources internes	ISO 14000 Investor in people	Management de l'environnement. Gestion des personnels (G.BRETAGNE) Déclaration d'éthique des affaires anti-corruption

- parties prenantes externes	E M A S S A 8000 E F Q M	Eco- audit Européen. Respect des travailleurs selon L'OIT
------------------------------------	--------------------------------	--

Source: Stephany. D : Développement durable et performance de l'entreprise. Editions Liaisons ; Paris, 2003, pp 65- 82.

2.6. Quelques institutions qui agissent dans le cadre du développement durable :

2.6.1. L'ISEA :

L'Institute of Social and Ethical Accountability (ISEA) fondé en 1996 a élaboré une norme l'Account Ability 1000 récemment révisée (**AA 1000 S**). Cette norme formalise les processus visant à garantir l'effectivité de la démarche développement durable et à soumettre le dispositif à un contrôle externe.

La norme européenne de système management environnemental et d'audit (S E M A) est proche de l'ISO 14000. Elle date de 1995 et visait alors les activités industrielles. Le SMEA II, opérationnel depuis 2002, a élargi son champ aux autres secteurs.

Des référentiels sont désormais proposés pour effectuer les évaluations en matière de développement durable en vue d'informer les actionnaires et les parties intéressées.

2.6.2. LE CEPPA :

Le **CEPAA : (Council on Economic Priorities Agency)** a produit une norme SA 8000 qui traite de la responsabilité sociale (**Social Accountability**) et notamment du respect de principes éthiques concernant par exemple le travail forcé ou le travail des enfants dans des régions où ces pratiques sont plus ou moins tolérées.

2.7. Distinction entre croissance et développement :

Il existe une distinction entre développement et croissance. L'augmentation du produit global de certains pays du sud s'est produite sans que cela profite aux populations, car les conditions de développement n'étaient pas réunies. Les dimensions qualitatives du bien être caractérisent le développement à la différence de l'approche quantitativiste en termes de croissance estime (**Stephany ,2003**).

La notion d'écodéveloppement intègre justice sociale, prudence écologique et efficacité économique. La perspective d'une stratégie durable de développement remplace le social aux commandes, l'économique restant un instrument, le tout sous condition d'un respect de l'écologie. En fait, les notions d'éthiques, de liberté individuelle et de responsabilité sociale sont importantes dans le cadre du développement durable estime (**Ouaret ,2009**). Des auteurs proposent même la création de chambre du développement durable : une telle institution sera

inévitablement critiquée comme non démocratique. Elle sera pourtant nécessaire pour pousser les autres instances à prendre en compte l'intérêt des générations à venir de la planète. Son mandat sera d'abord consultatif note (**Attali ,2011**).

3. La valorisation des ressources humaines en Algérie : un levier d'action pour une diversification économique

Les deux facteurs clés de succès de réussite des entreprises et des nations demeurent l'intelligence humaine et l'information. En Algérie, les ressources nationales allouées au développement humain de même que son management qualitatif sont loin d'être satisfaisants. Ceci explique la faiblesse et la stagnation de la productivité dans notre pays. Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive (**Lamiri, 2013**).

La gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation mettent en évidence (**Alary , Laloup, Stroussi , 2010**) . Dans toute structure l'individu tient une place prépondérante car il est le sujet de la connaissance, il est porteur d'une partie d'un ensemble que l'on entrevoit à travers le groupe. Il représente, l'intelligence dans son affirmation sociale en particulier par son comportement vis-à-vis du savoir, de ses aptitudes qui touchent aux capacités relationnelles et à la coopération. L'attitude de l'individu est source de connaissance par le fait qu'il la crée et la transmet dans son environnement professionnel. A ce titre, les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec souligne (**Mekidèche, 2008**). Actuellement, les grandes entreprises, se mondialisent, se délocalisent, s'externalisent. Nous sommes entrés dans une économie de savoir dans laquelle la carte de la réussite économique se dessine autour de la compétence. L'amélioration des performances par le développement des ressources humaines s'avère donc un impératif majeur pour les entreprises algériennes pour une diversification économique.

La théorie du capital humain part du constat que la richesse produite, n'est que partiellement fonction des grandes variables classiques que sont le capital et le travail. Cependant, différents économistes, ayant ensuite ajouté l'influence des actifs immatériels, qu'il s'agisse du potentiel de recherche et développement ou plus globalement des compétences détenues au sein de l'entreprise.

3.1. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un atout primordial pour une diversification économique en Algérie

Pour (Lamiri ,2013) l'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un Pays. On y inclut la formation (longue durée et recyclage), les TIC, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. L'économie de la connaissance est comme le sang qui irrigue le corps humain. Elle contribue à améliorer la productivité de tous les autres secteurs. Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels souligne (Mekideche ,2008). C'est pour cette raison que cette dimension devra d'abord être intégrée très en amont à la politique de l'éducation et de la formation des pouvoirs publics en tant que composante essentielle disposant d'instruments appropriés. L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités.

Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche qui constitue un levier important pour une diversification économique en Algérie. La mise à niveau des entreprises doit concerner à la fois l'appareil productif et les ressources humaines de plus en plus qualifiées pour y relever leur niveau technique (maîtrise de l'informatique) et managériale (langues étrangères, techniques de communication et de marketing). La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major.

3.2. Les Pratiques de l'économie de la connaissance au niveau de l'entreprise :

La méconnaissance de l'importance de l'immatériel de l'entreprise constitue à la fois un handicap, mais également un gisement de création d'emplois inexploité. Une enquête auprès d'un échantillon de PME en Algérie montre que près de la moitié (44%) n'ont aucun investissement dans l'immatériel. La plupart des entreprises et notamment les PME ne disposant pas de services de R-D. A titre comparatif, les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-

D et participant entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22%) souligne (Djefflat ,2014).

La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre pays, dans la mesure ou elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde du développement économique et social Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, notent également (Biales, Leurion et Riveaud ,2007).

3.3. Un système d'enseignement supérieur de qualité : Une nécessité absolue pour l'émergence d'un management efficient

La faiblesse du management de l'entreprise algérienne la rend particulièrement fragile, incapable de se positionner solidement sur les marchés concurrentiels. Surmonter cette difficulté passe par la remise en question du dispositif actuel de formation en gestion. En effet, la réforme de l'enseignement supérieur doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes nationales, pour diverses raisons : Les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur ; à l'instar des meilleurs du monde .Le secteur de l'enseignement supérieur est appelé à former au niveau des standards internationaux les futures générations, mais également à recycler l'ensemble des personnes en activité, dans tous les secteurs. L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde note dans ce cadre (Lamiri ,2013).

Aussi, les pouvoirs publics doivent prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible, et la diversification de l'économie sera un vœu pieux. Dans ce cadre, une stratégie doit être mise en œuvre pour permettre à ce secteur d'être à la hauteur. Aucune stratégie industrielle, financière, agricole, ou autre pour une diversification économique ne sera efficace avec un enseignement supérieur qui n'est pas aux normes internationales.

3.4. La recherche et développement en Algérie : Une nécessité vitale pour un développement durable et une émergence économique

C'est au travers de cette activité que se diffuse le progrès technique, source de développement et de progrès de sociétés contemporaines. La rupture technologique qui vient d'intervenir sous l'effet de la révolution du numérique et de celle de la biotechnologie est née de la recherche et

développement (R-D) mais influence profondément son avenir. La recherche et développement est le processus rationnel qui assure le passage de la connaissance à la réalisation technique. L'aboutissement du processus de recherche et développement modifie profondément l'orientation de l'entreprise, sa position dans un environnement concurrentiel, c'est-à-dire sa stratégie. Selon les chiffres publiés par les institutions comme l'OCDE, le FMI, la banque mondiale, le total des investissements consacrés en matière de recherche et développement dans le monde se situe pour 2012 autour de 1402 milliards de dollars : les USA se prévalent de la première place avec 436 milliards de dollars, dont 280 milliards de dollars injectés par le secteur privé. La Chine a réussi à se placer à la deuxième place, avec 199 milliards de dollars indique (**Bensalhi, 2012**).

(**Terkmani, 2017**) met en évidence qu'en Algérie, la solution aux problèmes économiques de l'après pétrole ne réside pas dans la transition énergétique mais plutôt dans la transition économique vers une économie diversifiée ou les énergies renouvelables ne représenteront qu'une composante de cette diversification.

Le rêve de (**Chitour, 2017**) peut devenir une réalité ; nous citons : « Il n'est pas interdit de penser à un nouveau schéma d'aménagement du territoire qui permettrait la création de villes nouvelles renouvelables avec la disponibilité de l'eau et de l'électricité qui permettront le développement de l'agriculture avec une politique de transport utilisant l'électricité dans les véhicules ; les camions le rail qui permettrait de désengorger le nord. C'est cela qui fera que le Sahara pourra être une seconde Californie. C'est une formidable opportunité pour un développement endogène qui fait du compter sur soi le but ultime de cette formation ; Ce sont des dizaines de milliers d'emploi qui seront générés par cette vision du développement durable. Les start-up de jeunes ingénieurs et techniciens dont il faudra réhabiliter les formations qui ont été supprimés prendront en charge la demande sociale. C'est cela une véritable ANSEJ de l'intelligence. La transition énergétique est l'affaire de tous les départements ministériels, c'est l'école ou l'apprentissage de l'écocitoyenneté se fera ; c'est la formation professionnelle et l'enseignement supérieur qui aura à former les milliers de techniciens et d'ingénieurs dont la formation qui a disparu devrait en toute logique être réhabilitée. La transition énergétique devrait avoir le consensus du plus grand nombre ; un consensus politique national. Ce sont les citoyens qui feront que cette stratégie réussira car il s'agit de ne pas hypothéquer l'avenir de générations futures.

3.5. Veille et intelligence économique : des atouts importants pour un développement durable et une diversification économique

Depuis quelques années, avec l'évolution importante d'Internet, la masse d'information disponible est de plus en plus grande et diverse dans tous les domaines. Cette mutation est liée à l'avancement des technologies de l'information et plus particulièrement des télécommunications qui au cours de la dernière décennie, ont bouleversé la façon de travailler, de réfléchir, et de réagir. Toute stratégie de recherche et développement s'appuie sur l'analyse des informations scientifiques et techniques dont l'entreprise a besoin pour sauvegarder, optimiser et enrichir son patrimoine immatériel (**Bernaoui ,2016**).

Aussi, l'intelligence économique constitue un outil de management au service de la stratégie qui permet par l'analyse de la problématique, de la définition des besoins, la recherche ; le traitement et l'exploitation d'informations. Dans ce cadre, il serait judicieux de prévoir la création d'un organe central qui sera chargé d'élaborer ; à la lumière des exigences mouvantes de l'économie mondiale, des outils, des méthodes ; des analyses, des scénarios dans les domaines jugés prioritaires dans la gouvernance et du développement durable tant au niveau de l'Etat, qu'au niveau de l'entreprise algérienne. L'information est d'abord une production de richesse, celle du savoir dans un milieu concurrentiel. (**Fontanel M et Fontanel j ,2013**) expliquent que l'intelligence économique propose de s'approprier tous les renseignements utiles concernant l'environnement et les savoirs et savoir-faire des entreprises. Le possesseur de l'information peut mieux informer sa décision et la rendre plus rigoureuse, plus cohérente, plus pertinente au regard de ses objectifs. Les procédures rigoureuse, plus cohérente, plus pertinente au regard de ses objectifs. Les procédures de veille proposent la recherche et l'acquisition d'informations pertinentes : détection et accès aux sources. IL existe plusieurs types de veille qui correspondent à des domaines d'observation différentes, l'intelligence économique étant le stade supérieur de l'ensemble des procédures de veille engagées par les entreprises.

3.6. L'innovation et les pôles de compétitivité : Des vecteurs importants pour une diversification de l'économie algérienne

Notre industrie n'est pas compétitive. L'instabilité du marché pétrolier et la chute des prix des hydrocarbures, principale ressource de notre économie, ont lourdement impacté nos réserves de changes. En fait, les raisons avancées pour justifier la faiblesse de notre industrie sont nombreuses. La mise en avant de facteurs clefs de compétitivité industrielle, au premier rang desquels se trouve la capacité d'innovation

par la recherche et développement (R-D) constitue l'enjeu de la politique des pôles de compétitivité qui a été conceptualisée par Michael Porter universitaire à Harvard, sous le nom de : cluster (**Bouchagha ,2016**). Dans le même ordre d'idées, (**Stiglitz ,2010**) note pour que le savoir soit diffusé librement ; l'Etat doit assumer la responsabilité de financer sa production. C'est pourquoi il joue un rôle fondamental dans la promotion de la connaissance et de l'innovation.

Dans les systèmes culturels favorables au changement, les dirigeants sont à l'affût des fluctuations du contexte et modifient les stratégies et les politiques en conséquence, pour que l'entreprise ne perde pas contact avec le marché, ils privilégient les individus et les processus créateurs de changement et plus particulièrement la capacité de l'encadrement à conduire les réformes. Le rôle de l'innovation dans le développement et notamment ses effets sur la compétitivité sont remarquables et servent d'indice dans la prise de décision des investissements et dans l'installation des entreprises. Son apport est déterminant pour l'évolution de la croissance, l'amélioration de la productivité et la présentation de nouveaux produits. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication et le recours aux réseaux sociaux, permettront en effet à cette nouvelle génération de managers, de prendre rapidement connaissance des outils et techniques de gestion les plus performants qu'ils sauront mettre en service de leurs sociétés souligne (**Grim ,2012**).

4. La bonne gouvernance : facteur primordial pour un développement durable et une diversification économique en Algérie

Il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour une diversification économique harmonieux et un développement durable en Algérie, il y a lieu de mettre en lumière : la gouvernance. En management on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence note (**Lamiri ,2013**). Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont

désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique.

4.1. La gestion efficiente des collectivités locales : source de développement durable et de diversification économique en Algérie

Aujourd'hui, l'espace communal local doit être un terrain pour l'innovation et l'attractivité économique. L'autorité centrale devra accorder plus de pouvoirs aux collectivités locales notamment en matière économique. A travers les pouvoirs qui leurs sont conférés, les élus locaux devraient être en mesure d'innover en matière de fiscalité locale pour drainer plus d'entreprises et promouvoir la création et le développement de zones industrielles. Le développement économique doit passer par le développement local et donc l'approche locale est un impératif majeur pour le développement économique et social. Le projet de loi de finances 2018 prévoit une enveloppe de 100 milliards de dinars pour les plans communaux de développement (PCD), l'équivalent d'environ 1 milliard de dollars.

(Graba ,2000) souligne que les collectivités locales constituent les cellules de base de la nation. Leurs attributions sont très larges et de plus en plus importantes au fur et à mesure que la décentralisation prend corps. Elles sont l'école où s'effectue l'apprentissage de l'exercice des responsabilités politiques.

(Khelil ,2011) note pour sa part que dans le processus de décentralisation, l'Etat moderne doit veiller à accorder aux collectivités locales, toutes les prérogatives et tous les moyens qui leur permettront d'assurer la totale responsabilité de gestion de leurs territoires respectifs (elles seront responsables vis-à-vis des citoyens), tout en sauvegardant l'unicité des politiques et stratégies nationales qui doivent, dans l'intérêt général, transcender les conjonctures locales.

4.1.1. Le rôle de l'élu dans la diversification économique et le développement durable au niveau de la Wilaya

La question de l'intervention économique des collectivités doit être au centre des préoccupations de leurs élus locaux qui doivent :

- Développer l'infrastructure de leur territoire; Assurer un bon environnement pour attirer les PME; Donner au PME la possibilité d'accès au marché public et au foncier; Garantir le problème de financement ; Assurer la formation professionnelle des dirigeants des PME et leur l'orientation vers les secteurs

cibles; Assurer une main d'œuvre qualifiée; Promouvoir la R&D par l'implication des universités;

- Développer un système d'information au service des PME

;

- Proposer un régime fiscal et un cadre juridique adaptés au PME...etc. C'est par un cercle vertueux ouvert à une stratégie de développement, basée sur la création de valeur, de richesse et d'emploi, que les élus doivent s'intéresser aux difficultés économiques d'autant plus que celles-ci représentent un enjeu politique.

Ces difficultés économiques devraient être les objectifs ultimes de toute collectivité locale, s'assurant la synergie nécessaire à sa mise en œuvre. En effet, un élu doit être un stratège et un visionnaire au service de sa commune.

4.1.2. Création de clubs des entrepreneurs au niveau des communes de chaque Wilaya en Algérie : une contribution pour la diversification économique

Les clubs de promoteurs permettent à leurs adhérents de s'exprimer dans un cadre organisé. Elles constituent des forces de propositions et de revendications en faveur de la PME et assurent leur encadrement en termes d'informations, de formation. En effet, le club des entrepreneurs peut se positionner comme un acteur de développement local. C'est un espace de débat et de concertation afin d'améliorer le climat des affaires au niveau de chaque wilaya, Les clubs en question peuvent avoir également comme objectifs :

- la création d'entreprises et d'emplois par le soutien aux jeunes promoteurs de l'idée jusqu'à la réalisation du projet ;

- la promotion du commerce et de l'industrie par les mises en relation et la prospection du marché. Ces clubs peuvent constituer des moyens d'échange, d'expériences et d'informations entre les jeunes promoteurs de la wilaya et ce, à travers les différentes actions ; notamment : la collecte d'informations susceptibles d'intéresser la PME ; l'organisation de plusieurs séminaires en particulier la formation des jeunes promoteurs ; la formation et l'animation de tables rondes et séminaires. Ils seront également des interlocuteurs privilégiés et responsables auprès des autorités locales afin d'améliorer le climat des affaires et évaluer le potentiel du développement et présenter des propositions pour la création par exemple de PME au niveau de la Wilaya.

4.2. L'importance de l'entrepreneuriat dans le cadre du développement durable :

(Lamiri ,2013) dans ce cadre souligne que les scientifiques sont formels sur un aspect : une variable clé du développement réside dans la qualité et la quantité des entrepreneurs au sein d'un pays. C'est par exemple, la thèse centrale de l'économiste britannique Lewis, prix Nobel d'économie. C'est aussi la position clé d'un des économistes les plus illustres du siècle dernier : l'austro- américain Joseph Schumpeter. Nous sommes en train d'explicitier quelque chose qui est admis et n'est sujet à aucune controverse : un pays ne peut pas se développer avec peu d'entrepreneurs ou des investisseurs de qualité médiocre. Schumpeter (1950) qui donne la primauté à l'aspect économique de l'entrepreneuriat ne sépare pas l'idée et les initiatives d'un entrepreneur de l'acte d'innover : un entrepreneur est une personne capable de transformer une idée ou une invention, en une innovation réussie. Toutes les institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Le tissu institutionnel fonctionne avec la richesse produite par l'entreprise. Sans elle, point de sécurité, ni de justice, ni d'éducation et encore moins de dépense sociale ; il n'y aurait point d'Etat. C'est l'entreprise qui fait la puissance d'une nation. En effet, la construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. (Lakhlef ,2014) met également en relief dans cette optique l'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays qui a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif.

4.3. L'enseignement de l'entrepreneuriat dans les instituts de formation en Algérie : une contribution pour la diversification économique

Le développement économique et social de notre Pays dépend de sa capacité à créer et à développer des produits et services nouveaux. La création d'activité et la création d'entreprise participent pleinement à ce processus. Aussi, l'entrepreneuriat peut faire l'objet d'un enseignement académique en Algérie. De tels enseignements existent de par le monde. La création d'entreprise ne s'improvise pas. La combinaison entre la formation et l'entrepreneuriat est récente. L'entrepreneurship est né dans les universités américaines dans les années soixante, considéré comme un nouveau concept pédagogique et qui consiste à promouvoir sous différentes formes, en particulier dans l'enseignement la démarche à

créer sa propre entreprise et surtout créer son propre emploi. Dans ce cadre, il y a lieu de :

- Développer l'esprit d'entreprendre et la culture entrepreneuriale dans l'ensemble des instituts de formation en Algérie ; Impliquer les étudiants, les chefs d'entreprises et les consultants en la matière ;
- La recherche des partenaires actifs sur les programmes d'enseignements avec d'autres universités étrangères et le partage et l'échange d'expériences ;
- L'organisation de séminaires et colloques sur la création d'entreprise....

La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions en Algérie, notamment dans les institutions de formations afin que l'entreprise algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. Cette culture, qui fait la fierté et la distinction des entreprises des pays industrialisés, où se sont conçues développées et épanouies les techniques managériales.

En effet, la culture du risque, du défi, de l'innovation et de la rigueur n'a pas fleuri dans nos entreprises, malgré les sommes importantes consacrées à la formation des managers. L'économie algérienne dans son ensemble peut-elle continuer à se passer de l'esprit de management et de la culture entrepreneuriale ? Nous considérons en effet, que la culture entrepreneuriale en question constitue l'une des premières étapes à mettre en œuvre pour favoriser la diversification économique en Algérie.

5. Quelques Recommandations pour une vision stratégique :

(Verrier ,2012) souligne que la stratégie concerne les questions clés pour le futur d'une organisation et son orientation à long terme.

5.1. L'amélioration du climat des affaires : un chantier vital en Algérie pour la diversification économique

Nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau. La bureaucratie étouffe un pays ; lorsqu'un certain nombre de conditions existent. La première est de loin la plus importante est l'absence de management dans nos institutions administratives. On ne travaille pas avec des plans, des procédures, des évaluations de résultats, des tableaux de contrôle ; les personnes sont mal payés, démotivées. L'économie de marché nécessite des

fonctionnaires experts et non des bureaucrates note dans ce sens (**Lamiri, 2013**).

5.1.1. Classement annuel de l'Algérie par les institutions spécialisés : FMI ; Banque Mondiale

La banque mondiale publie annuellement le Doing Business qui est un rapport qui offre des informations sur le climat des affaires par pays. Selon l'indicateur : facilité de faire les affaires : l'Algérie occupait en 2004 : la 136 place, la 148 place en 2012 et la 156 place en 2017 ; En outre, le délai moyen de création d'une entreprise est estimé à plus de 20 jours en Algérie et de 8, 3 jours dans les pays de l'OCDE. Que faire pour améliorer le climat des affaires ? Beaucoup d'experts, notamment ceux des institutions internationales FMI, Banque Mondiale... recommandent en premier lieu des réformes structurelles, des réformes qui visent des mesures en profondeur, voire radicales des règles de fonctionnement de l'économie pour corriger les déséquilibres, créer de meilleures conditions de relance de la croissance et réduire l'endettement souligne (**Lakhlef, 2014**).

5.1.2. Les autres mesures à mettre en œuvre pour une accentuation de la diversification économique et du développement durable en Algérie :

5.1.2.1. Dans le domaine du tourisme par exemple :

(**Lamiri, 2013**) note en ce sens que le tourisme est une industrie complexe à maîtriser, elle nécessite d'optimiser des composants hard (équipement hôteliers, de transport, sites touristiques etc.) et soft (marketing, qualité des services, etc.) si bien que les qualifications humaines et la capacité de nombreuses institutions à collaborer sainement, déterminent, en grande partie le niveau de compétitivité du secteur. Les spécialistes qui ont visité et étudié le potentiel que recèle notre pays demeurent consternés par la différence existante entre les ressources touristiques disponibles et leur degré de mise en valeur par les politiques sectorielles, et ce depuis les années 1960. Nous avons donc sacrifié un atout national porteur d'un potentiel énorme. Il est très raisonnable de planifier avec un redressement durable et systémique, un niveau de 15 à 20% du PIB, ce qui ferait de ce secteur un acteur fondamental de diversification économique. Les priorités du développement sectoriel sont largement identifiées. Il s'agit surtout :

- D'orienter le maximum de ressources vers le développement humain (formation et recyclage) ;
- D'intégrer la culture touristique dans les programmes nationaux d'éducation ;

- D'aider à monter des TO (Tours Opérateurs) et à démultiplier des agences de voyages professionnelles labélisées ;
- D'appuyer les investissements lourds, surtout dans le sud et les hauts plateaux ;
- De mettre en place les mécanismes de promotion de la qualité : crédits bancaires, réduction des taxes pour la mise en place de systèmes etc.
- D'instaurer des mécanismes de concertation permanente entre les parties prenantes et les pouvoirs publics afin de réajuster en permanence les décisions.

5.1.2.2. Dans les autres domaines :

Il s'agit entre autres :

De la libéralisation de l'acte d'investir, il doit être libre et n'est soumis à aucune autorisation ou agrément. En matière d'investissement directs étrangers (IDE) ; il est préférable abandonner la règle des 51/49 appliquée systématiquement. Les pouvoirs publics doivent afficher les branches ou filières considérées comme stratégiques ou la partie algérienne est obligatoirement majoritaire. D'autre part ; la réforme en profondeur du système de régulation et d'encouragement de l'acte d'exportation s'avère d'une nécessité vitale.

A cet effet, les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses. La réduction du champ de l'informel est à prendre en considération : Il y a lieu de prendre des mesures urgentes avec des réponses concrètes aux besoins des personnes qui agissent dans ce secteur. Une Refonte des politiques du marché du travail pour encourager l'emploi formel est indispensable.

5.2. Le renforcement de la diplomatie économique et l'internationalisation des banques et des entreprises algériennes : un vecteur stratégique de diversification économique

La diplomatie algérienne peut contribuer à l'internationalisation de l'entreprise algérienne et donc au développement des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit en ce sens de la diplomatie économique et commerciale comme outil intermédiaire entre la diplomatie et l'intelligence économique qui peuvent servir de vecteur d'accès à l'information économique et commerciale. Celles-ci sont censées être utilisées par les entreprises exportatrices dans l'adaptation de leurs produits au marché international visé. Certes, il ya des entreprises algériennes qui arrivent à exporter sans pour autant avoir recours à la diplomatie. Cependant, ils sont rares par rapport au tissu existant et la plupart d'entre eux le font occasionnellement. Afin que les entreprises

algériennes puissent booster et organiser leurs exportations ; il leur faut notamment des informations économiques et commerciales qui peuvent être fournies par la diplomatie algérienne sur tel ou tel pays. Cela aidera le potentiel exportateur à mieux choisir son marché cible et du coup à mieux le pénétrer. Une fois la diplomatie économique orientera la stratégie de développement économique du pays, reste donc à l'exportateur, en situation d'arracher un marché, de négocier les clauses du contrat.

5.3. La diversification économique par les ressources inexploitées : les énergies renouvelables

Après avoir exploité ses gisements de pétrole et de gaz pendant plus d'un demi siècle ; l'Algérie peine à maintenir son niveau de production tant pétrolier que gazier, la satisfaction de l'approvisionnement énergétique du pays finira par accuser un déficit progressif si les choses continuent à évoluer comme elles l'ont fait jusque-là.

(**Terkmani ,2017**) met en exergue que les énergies renouvelables finiront comme tout le monde le souhaite ; par occuper une part importante dans le mix énergétique mais pas avant le très long terme. Certainement pas en 2030. Or tout le monde s'accorde à dire que la rente pétrolière qui a déjà diminué de moitié et qui continuera à se rétrécir comme une peau de chagrin disparaîtra autour de 2030.

(**Chitour, 2013**) indique que le secteur des énergies renouvelables ne se limite pas à une filière mais couvre une palette de filières qui sont de plus en plus industrialisés. Or par comparaison à d'autres pays européens, l'Algérie après avoir été une des premières à investir dans les énergies renouvelables a abandonné ces filières et donc a pris du retard dans le domaine des énergies renouvelables ; La seule alternative durable serait de diversifier l'économie en développant les nombreuses ressources non exploitées ou sous exploitées du pays mais une telle solution négligée ne sera pas prête avant très longtemps. Entre temps ; le pays sera confronté à une longue et difficile période intermédiaire sans ressources financières suffisantes.

5.4. Le management du développement durable en Algérie :

Piloter le développement durable consiste à assurer le lien entre un discours formalisé et sa construction en actes par le biais d'une instrumentation. Certaines entreprises utilisent le TQM (Total Quality Management) qui regroupe plusieurs concepts :

- L'évolution de la qualité : La priorité au client dans le domaine du changement dans la conception du travail ; L'amélioration continue en tant que processus de résolutions de problèmes ;

- La participation totale : savoir travailler en équipe, les stratégies d'initiation (engagement du directeur général), la mise en œuvre; L'insertion dans un réseau social.

La logique du développement durable conduit à repenser les modes d'actions publiques traditionnelles. Par la même, elle ouvre un champ d'innovation pour la gestion des ressources humaines qui devra faire preuve d'une certaine imagination pour impulser de nouvelles relations entre les acteurs et les territoires.

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre modeste contribution à travers ce modeste travail, nous tenterons de mettre en exergue une synthèse récapitulative de nos principaux résultats.

La construction de l'économie de marché en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises algériennes doivent intégrer pour survivre et réussir entre autres : le développement durable. La logique du développement durable conduit à repenser les modes d'actions publiques traditionnelles. Pour une diversification de l'économie algérienne et la création davantage de richesses, l'investissement dans le domaine de la ressource humaine et primordial ; Il s'agit de mettre en œuvre des politiques renouvelées d'éducation ; d'enseignement supérieur, de recherche et de formation professionnelle pour garantir le développement de nos capacités créatives et de nos capacités compétitives.

Il s'agit également de démontrer que la diversification de l'économie, dicte aux entreprises de faire prévaloir la culture afférente à la gestion stratégique. Toutefois, cette culture ne saurait être effective ; si certains paramètres bien définis ne sont pas mis en place ; entre autres : Des réformes structurelles économiques ; Une efficacité institutionnelle ; L'adaptation du système bancaire et financier aux nouvelles règles de l'économie de marché ; Au rôle dévolu à l'entreprise ; la création de richesse et la diversification de l'économie ; Une politique des ressources humaines qualifiantes.

Nous mettons l'accent sur l'entreprise algérienne, car c'est le lieu de création de richesse. A cet effet, l'entreprise algérienne doit mettre en œuvre un système d'innovation et de bonne gouvernance, un système de management, et de performance globale, une lisibilité économique avec une transparence et crédibilité.

Egalement, pour une dynamique économique capable de faire sortir notre pays de la rente pétrolière et permettre une diversification économique ; Il est également impératif ; que les pouvoirs publics

mettent en œuvre une politique de développement local capable de créer des richesses au sein de chaque commune et permettre ainsi une diversification de notre économie. Il est également indispensable de faire prévaloir le développement de la culture entrepreneuriale et de la bonne gouvernance dans les différentes institutions de chaque Wilaya. Des relations dynamiques entre les banques et les entreprises doivent être mises en œuvre et ce, dans le cadre du développement des investissements productifs au niveau de chaque Wilaya. Revoir le climat des affaires et l'environnement économique constitue le Tallon d'Achille pour une émergence de la diversification économique.

A cet effet, les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses. Enfin, le développement d'une économie fondée sur la connaissance ; la veille et l'intelligence économique, la recherche et développement ; une politique axée sur les énergies renouvelables constituent également des leviers fondamentaux pour que l'économie algérienne puisse entrer dans l'ère de la diversification.

Bibliographie :

- Attali J (2011) :** Demain, qui gouvernera le monde ? Editions Hibr, Alger.
- Alary AM ; Lalloup I; Sroussi A (2010) :** Management des organisations. Berti Editions, Alger .
- Bensahli. M (2012) :** Le monde en crise, les dérives de la finance. Casbah Editions ; Alger.
- Biales M, Leurion R, Riveau JL (2007) :** L'essentiel sur l'économie. Berti Edition, Alger.
- Bernaoui R (2016) :** Veille et intelligence économique; Editions OPU. Alger
- Chitour CE (2003) :** pour une stratégie énergétique de l'Algérie à l'horizon 2030. Editions OPU, Alger
- Djeflat A (2014) :** L'intégration économique Maghrébine : Un destin obligé ; Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editons Anwar El Maarifa,
- Fontanel M, Fontanel J (2013) :** Entrepreneuriat. PME durables et réseaux sociaux. Ouvrage collectif sous la direction de Levy-Tadjine T, Su Zhan. Editions L'Harmattan, Paris.
- Grim N (2012) :** Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions ; Alger
- Graba H (2000) :** les ressources fiscales des collectivités locales ? Enag/Editions, Alger
- Khelil A (2011) :** la commune dans le défi du management et de l'ingénierie territoriale. Casbah Editions, Alger
- Lamiri. A (2013) :** La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Editions Chihab ; Alger.
- Lakhlef B (2014) :** Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise. Alger-Livres-Editions
- Mekideche. M (2008) :** L'économie algérienne à la croisée des chemins. ; Editions Dahlab ; Alger.
- Ouaret A. (2009) :** Les dirigeants face à la performance de leurs entreprises. Editions Alger Livres ; Alger.
- Stephany D (2003) :** Développement durable et performance de l'entreprise. Editions Liaisons ; Paris,
- Stiglitz Joseph E (2010) Prix Nobel d'économie:** Le triomphe de la cupidité. Traduit de l'anglais (américain) par Paul Chemla. Editions LLL, Paris
- Toudjine A (2013) :** La pratique du contrôle de gestion .OPU, Alger
- Verrier G(2012) :** Stratégie et ressources humaines. Editions Dunod, Paris.